



Ce travail met en évidence l'écart entre le discours que tiennent les jeunes et celui des adultes, et donc un déficit de communication entre générations et le poids des clichés et des préjugés dont souffrent ces jeunes.

ROPPA

Imaginaires, représentations et parcours de vie : qu'attendent les jeunes des métiers ruraux ?

Quels sont les aspirations et les rêves des jeunes ruraux ? Comment se construisent leurs trajectoires de vie, quels enseignements en tirer ? Cet article propose de déconstruire certaines idées reçues sur la jeunesse rurale, et ainsi de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux d'intégration sociale de celle-ci.

La question de la formation et de l'emploi des jeunes en milieu rural fait l'objet, depuis une dizaine d'années, d'un intérêt inédit. Elle reste cependant trop souvent analysée dans une perspective de "crise de la jeunesse", en lien avec les enjeux démographiques, économiques, migratoires et sécuritaires. On parle aujourd'hui beaucoup des jeunes. Toutefois, on parle à leur place et on les entend peu. On leur parle pour tenter de les convaincre, mais on les a peu écoutés pour les comprendre.

Et si l'on commençait par écouter les jeunes ?

Plusieurs organisations paysannes régionales, notamment le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) en ont pris conscience et ont cherché à inverser cette

tendance, en donnant la parole aux jeunes et en déconstruisant les idées reçues, ouvrant des espaces où des jeunes ruraux échangent librement entre eux leurs histoires de vie et où il est possible de les entendre parler de leurs aspirations profondes. On découvre alors qu'ils abordent les questions de formation et d'emploi sous un angle différent de celui des experts et surtout ne les dissocient pas de celle de la place qui leur est donnée dans la société.

En 2018, lors de l'élaboration de la stratégie d'insertion des jeunes du ROPPA, le premier problème mis en avant par les jeunes impliqués dans les collèges des jeunes du ROPPA a été celui de leur statut (au sein de la famille, des organisations et dans les processus décisionnels en général), ce qui a conduit à en faire le premier axe de cette stratégie. Les questions liées à l'économie (accès aux

facteurs de production, à la formation, etc.) ne venant qu'en deuxième position. De même, en juillet 2019, l'APESS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane), dans le cadre du projet "Trois Frontières", a organisé à Ouagadougou un exercice très éclairant de formulation par des jeunes éleveurs burkinabè, maliens et nigériens de pistes d'action pour répondre à leurs préoccupations. Celles-ci portaient majoritairement (59 %) sur des questions de société (justice sociale, participation aux décisions, paix, amélioration du cadre de vie). Les questions d'emploi et de formation professionnelle venaient en deuxième rang (25 %), et celles d'éducation en troisième (16 %). Ainsi les aspirations des jeunes ne se réduisent pas à la question du métier ni même à celle de l'argent, mais elles s'ouvrent à celle de leur insertion sociale et économique au sein de leur milieu et de leur société. Point sail-

lant: le tiers de ces pistes d'action concernait les jeunes filles et les femmes alors que les jeunes ayant participé à cet exercice étaient majoritairement des garçons.

Ce que font apparaître leurs parcours de vie

Les trajectoires retracées à travers les études conduites par l'Observatoire des Exploitations familiales du ROPPA en 2019 puis en 2022 (voir encadré) montrent que tous les jeunes qui se sont exprimés ont grandi dans des familles rurales et appris, comme leurs parents, les premiers rudiments des métiers d'agriculteurs, d'éleveurs ou de pêcheurs dans l'exploitation de leur famille. Ils en ont pour certains acquis la passion, mais aussi éprouvé les difficultés. Ils sont quasiment tous passés par l'école classique ou l'école coranique et, pour beaucoup d'entre eux, ont poursuivi leurs études au-delà du primaire, ce qui les a amenés à s'éloigner de leur village pour être scolarisés en ville, souvent auprès d'un tuteur. Dans nombre de cas et pour différentes raisons (échecs scolaires, incapacité de financer les études, mariages précoces ou grossesses hors mariage, décès d'un parent...), ils ont dû abandonner leurs études. Seuls quelques-uns ont bénéficié d'une formation professionnelle. D'autres ont franchi les obstacles et pu accéder à l'Université, ce qui est nouveau chez les jeunes ruraux, mais encore rare. Le rôle de la famille dans le maintien des jeunes à l'école apparaît ici central, à travers son soutien matériel, financier mais aussi psychologique, encore plus pour les jeunes filles qui ont souvent besoin d'une caution morale forte d'un parent ou du mari pour aller à l'école ou continuer les études. Dans la zone des "Trois frontières" (Burkina Faso, Mali, Niger), la dégradation du contexte sécuritaire hypothèque néanmoins la poursuite de la scolarisation des jeunes. La place de l'école coranique informelle est également non négligeable dans le parcours de certains jeunes (hommes en particulier), mais elle peut être vécue comme douloureuse.

Premier enseignement qui se dégage de ces récits de vie: ces jeunes se forment au gré de leur parcours dans de multiples écoles, beaucoup en dehors de l'école et/ou des formations formelles. Quand elle se passe bien, cette période, correspondant souvent à une période d'éloignement de la famille, peut être extrêmement enrichissante. Ces jeunes vont apprendre à "se débrouiller" dans des milieux différents du leur, s'initier à des petits métiers extra-agricoles (transport, restauration, mécanique, coiffure, commerce...); ils vont découvrir des formes de gestion nouvelles, mais aussi, dans certains cas, voir ailleurs des pratiques agropastorales qui leur donneront des idées lorsqu'ils reviendront

dans leur village, s'ouvrir à d'autres réseaux sociaux... Ils vont également connaître des modèles de comportement différents de ceux transmis par leur famille. Il y a matière ici à repenser les formations rurales à partir de ces mécanismes d'apprentissages "en miettes". La singularité de ces apprentissages repose sur l'informel, ils se font de façon horizontale à travers des échanges entre pairs, sur leurs espaces de rencontre et sur les réseaux sociaux numériques; c'est là que se transmettent les nouveaux codes et se partagent des valeurs dites "modernes", différentes de celles de leurs parents. Ils trouvent dans ces espaces "entre pairs" une qualité de relation que ne leur offrent pas toujours leurs familles et une liberté qui leur permet de partager leurs rêves.

Second enseignement tiré: la grande majorité des jeunes ne se sont pas coupés de leur famille, qui reste pour eux une référence majeure. L'exploitation familiale (EF) peut en effet représenter un filet de protection sociale (travail en commun, entraide, solidarité). Eux-mêmes, pour la plupart, se sentent une responsabilité envers leur famille et lui envoient de l'argent dès qu'ils trouvent une activité qui le leur permet: leur rapport à l'argent est moins exclusif qu'on ne le pense souvent. La majorité d'entre eux, y compris ceux qui ont fait des études universitaires mais n'ont pas trouvé d'emploi, revient au monde rural après des périodes de mobilité et tente de vivre de l'agriculture et/ou de l'élevage. Plusieurs y réussissent, soit dans

**SI ON PARLE BEAUCOUP
DES JEUNES AUJOURD'HUI,
ON PARLE À LEUR PLACE
ET ON LES ENTEND PEU**

l'exploitation de leur famille qu'ils aident à transformer, soit en créant leur propre exploitation quand ils ont accès à des terres et à des moyens de production. D'autres trouvent refuge dans leur famille après avoir échoué dans leurs pérégrinations. Pour ceux-là, le retour pourra être chargé de ressentiments. D'autres, enfin, ne reviendront pas: s'ils sont "perdus" pour l'agriculture ou l'élevage, ils pourront néanmoins contribuer au maintien, voire au développement de l'exploitation familiale par leurs transferts monétaires, l'accueil de jeunes en ville, le partage et l'accès à des réseaux et informations.

Une très large majorité des jeunes femmes et hommes est donc insérée ou a pour projet de s'insérer dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique et de travailler, dans le futur, au sein d'une exploitation familiale. L'analyse de leurs trajectoires d'insertion met cepen-

En 2019, dans le cadre de l'observatoire des exploitations familiales (OEF), le ROPPA réalisait une étude sur la jeunesse rurale dans sept pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Togo) auprès de 190 jeunes filles et 245 jeunes hommes. Axée sur le rapport des jeunes à l'exploitation familiale et leur processus d'intégration sociale, elle a cherché à appréhender ce qui, à chaque étape de leur vie, favorise leur intégration ou les en éloigne. En se basant sur les histoires de vie que les jeunes se sont racontés les uns aux autres, ce travail a opté pour une démarche dynamique, permettant d'appréhender leurs parcours dans toute leur mobilité (changement de statut, déplacement dans l'espace, etc.) et dépasser les catégories statistiques usuellement mobilisées (âge, sexe, niveau scolaire, catégorie socio-professionnelle).

Livret 1: <https://bit.ly/43Vmlif>

Livret 2: <https://bit.ly/43TFCWe>

En 2022, l'OEF du ROPPA décidait de réaliser une seconde étude pour approfondir sa connaissance de la jeunesse rurale et des conditions de son intégration dans les EF spécifiquement dans la zone des "Trois Frontières" (Burkina-Faso, Mali, Niger), marquée par une concentration de défis (menaces sécuritaires diversifiées sans précédent et vulnérabilités économiques, sociales et climatiques). Cette étude avait pour objectifs de mieux comprendre la situation de la jeunesse rurale dans cette zone, d'approfondir la connaissance des processus d'intégration sociale des jeunes ruraux au sein des EF, de leurs besoins spécifiques en matière de cohésion sociale, d'insertion socio-économique et de reconstruction des EF dans des contextes sécuritaires dégradés et d'alimenter le plaidoyer du ROPPA sur les politiques concernant les jeunes ruraux.

dant en évidence des difficultés accrues par rapport aux générations précédentes. Elles montrent notamment que s'insérer dans ces secteurs ne passe aujourd'hui plus uniquement par la pratique de l'agriculture et/ou de l'élevage et le transfert de droits sur le foncier et/ou le bétail mais suppose, pour une majorité de jeunes, des bifurcations vers d'autres secteurs d'activités et/ou sur d'autres territoires pour trouver les moyens de se dégager une marge de manœuvre. Le besoin de plus d'autonomie tant économique que sociale des jeunes, mais également de soutien à la famille élargie, les conduira à exercer des métiers agricoles et/ou en dehors de l'agriculture dans le but de mobiliser du cash pour acquérir les facteurs de production nécessaires à leur insertion. À l'image des stratégies développées au sein des EF dans le cadre de systèmes d'activités de plus en plus multi localisés et diversifiés, les jeunes s'investissent, de manière simultanée ou successive, dans plusieurs activités agricoles, d'élevage ou en dehors de l'agriculture (pour les jeunes hommes, commerce de bétail, petit commerce, orpaillage; pour les jeunes femmes, cultures de contre-saison, transformation des produits agricoles, etc.).

Dans la zone des "Trois Frontières" la crise sécuritaire a brutalement affecté les trajectoires de ces jeunes, comme de leurs familles avec, pour près de la moitié des jeunes interviewés, des déplacements forcés, et pour tous, la perte de proches et de leurs biens, des effets psychologiques et sociaux à long terme et un fort ralentissement, voire un arrêt total de leurs activités économiques. Leur avenir reste très incertain et fortement tributaire d'un retour à la paix sur leurs territoires de vie. Tant qu'elle ne reviendra pas, leurs scénarii d'avenir peuvent être celui d'une installation durable dans les zones d'accueil, celui du développement d'activités de survie ou celui du départ en migration. Pour les jeunes déplacés depuis plusieurs mois, voire déjà des années, au-delà des appuis (aides humanitaires, accompagnement des organisations paysannes, associations, États...), dont certains peuvent bénéficier, et/ou de l'entraide au sein des familles et commu-

nautés, des situations de réinsertion dans les zones urbaines sont observées (petit commerce, travaux de services auprès des familles hôtes, travaux champêtres pour des particuliers, etc.).

Troisième réalité mise en évidence par ces récits de vie: une très fréquente rupture de communication entre générations au sein des familles. Les jeunes y sont soumis aux exigences du travail collectif mais exclus des décisions et du partage des bénéfices; les adultes qui sentent leur réticence à se soumettre accusent leur indocilité, indexent leur irresponsabilité ou leur "paresse". Les jeunes se sentent jugés, stigmatisés et incompris: ils cherchent à vivre dans d'autres milieux où ils espèrent être écoutés, s'accomplir et réussir. Certains trouveront ces espaces de socialisation et de solidarité dans les marges de la délinquance ou dans les mouvements extrémistes. Mais, pour la plupart d'entre eux, cela pourra se traduire par un tiraillement entre le respect des anciens et des valeurs traditionnelles de leur communauté et leur aspiration à davantage de reconnaissance, de place et de valorisation dans les familles et les exploitations.

Les stratégies actuelles en direction de la jeunesse

Ces différents enseignements montrent que la question centrale est en fait celle de l'intégration sociale de ces jeunes, c'est-à-dire celle du réseau de liens sociaux dans lequel ils s'inscrivent pour "faire société", celle de la nature du "vouloir vivre ensemble" (vivre avec qui? où? pour partager/reproduire quelles valeurs? vivre avec quel statut?). Alors que cette question du "vouloir vivre ensemble" conditionne celle de l'insertion économique ou du renouvellement des modes de production, elle n'est malheureusement pas posée dans les stratégies définies actuellement en direction de la jeunesse (par les États, les organisations sous régionales, leurs partenaires techniques et financiers).

C'est pourquoi, comme le propose le ROPPA, la question des jeunes doit être envisagée comme un projet de société commun et

de renouvellement du contrat social, dans lequel l'ensemble des acteurs, jeunes, aînés, femmes et hommes, familles, ainsi que l'ensemble des acteurs publics et/ou privés qui les soutiennent, doivent continuellement dialoguer, proposer des solutions, les tester, les mettre à échelle de façon synergique et coordonnée. À ce niveau, la famille apparaît très clairement comme une composante clé à prendre compte dans l'accompagnement des jeunes ruraux. C'est peut-être alors à une "école des parents" qu'il faut aussi penser. ■

Imelda Agondanou



Chargée de Programme ROPPA - Afrique de l'Ouest

Loïc Barbedette



Sociologue, il accompagne depuis 1982, en tant que personne ressource, des organisations de paysans et d'éleveurs dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, et a dirigé des recherches paysannes de terrain sur l'évolution du monde rural.

Cécile Patat



Chargée de programmes formation et insertion des jeunes et membre de l'équipe de direction à l'IRAM

LA QUESTION CENTRALE EST EN FAIT CELLE DE L'INTÉGRATION SOCIALE DE CES JEUNES, C'EST-À-DIRE CELLE DU RÉSEAU DE LIENS SOCIAUX DANS LEQUEL ILS S'INSCRIVENT POUR "FAIRE SOCIÉTÉ"

EN SAVOIR PLUS :

Stratégie d'insertion des jeunes du ROPPA : <https://bit.ly/3NH7YNN>